

# Ecolo pose sa liste de revendications, pas question d'y picorer

**Ecolo met sur la table 17 propositions pour assainir les pratiques politiques. Pas à prendre ou à laisser, mais un préalable à toute autre discussion. Pour autant qu'il y en ait une...**

NATHALIE BAMPS

**E**colo sort la poudre. Pas à canon, comme le cdH. À lessiver. Un baril entier, 17 propositions pour «*assainir les pratiques politiques et refonder la démocratie*».

Il fait chaud dans la salle Baobab du n°1 de la place des Barricades. Le siège d'Ecolo Bruxelles, l'adresse (bien) choisie par la coprésidente d'Ecolo pour tenir son bureau politique afin d'arrêter ses revendications en matière de bonne gouvernance. Dix-sept points donc, qui, à les lire, risquent de faire sérieusement obstacle à la volonté du cdH de former une nouvelle majorité. Surtout quand on sait que pour Ecolo, il ne s'agit pas d'y picorer. «*C'est un ensemble cohérent. Ce n'est pas à prendre ou à laisser, mais il faut rentrer profondément dans le XXI<sup>e</sup> siècle de la bonne gouvernance. Pas question de mettre deux ou trois rustines sur les mauvaises pratiques*», avertit la coprésidente d'Ecolo Zakia Khattabi.

Pas gagné donc. Car Ecolo n'y va pas par le dos de la cuillère. Les verts alignent un certain nombre de revendications sur lesquelles le cdH ou le MR n'ont jamais eu envie d'embrayer. D'autres pourraient ne pas plaire au PS. Jugez un peu: décumul intégral des mandats pour les parlementaires, ministres, chefs de cabinet, directeurs généraux d'administration, OIP et intercommunales. Ecolo réclame aussi le plafonnement des rémunérations des mandataires publics à 100% de l'indemnité parlementaire fédérale, en y incluant les rémunérations privées. Il plaide aussi pour la suppression des provinces, la simplification des structures de la Région bruxelloise et de ses communes.

Ici, accrochez vos ceintures. Les verts ne demandent pas une suppression des communes, mais une révision des limites communales et une régionalisation des zones d'intérêt régional. Un exemple concret: réduire la taille de Bruxelles-Ville (en faisant passer les territoires de Haren et Neder-over-Heembeek sous la coupole d'Evere par exemple). Et redéfinir les limites de l'avenue Louise pour donner plus de territoire à Ixelles. Vous en voulez encore? Pourquoi ne régionaliserait-on pas les terrains de Schaerbeek-Formation et du plateau du Heysel,

actuellement dans l'escarcelle de Bruxelles-Ville. Ecolo propose encore de réduire de 30% le nombre d'échevins par collège.

Une autre mesure de nature à faire cabrer les autres partis: la création d'une circonscription régionale pour le Parlement wallon. Et parallèlement, élargir certaines circonscriptions. Ecolo réclame aussi le retour de la généralisation de la double casquette entre Région et Fédération. «*Certaines des mesures, pointe Patrick Dupriez, ont été mises en place lors de la participation d'Ecolo au gouvernement Demotte, mais ont été détricotées par la suite. Il s'agit de les couler dans le marbre, de manière à ce que, même si Ecolo n'est pas présent, elles perdurent*».

Ces propositions, Ecolo ne les soumet pas seulement à Benoît Lutgen, qu'il rencontre ce jeudi, mais à tous les partis, y compris le PS. «*Certaines nécessitent une majorité des deux tiers. Et il ne s'agit pas ici de discuter d'un accord de gouvernements*», dit Zakia Khattabi.

Le message d'Ecolo est clair: «*Ce ne sont pas les partis qu'il faut changer, mais les pratiques*», insiste Dupriez. Le listing est un préalable incontournable à d'éventuelles autres discussions. Pour autant qu'il y en ait. «*Car on n'en est pas encore là...*», concluent les coprésidents.

## PARLEMENT AU TRAVAIL! DIT ECOLO

«*Jouer la chaise vide, c'est irresponsable. Les gouvernements ne sont pas tombés et ne sont pas en affaires courantes*, dit Ecolo. *On ne peut se permettre que des secteurs entiers soient pris en otages de cette crise.*» La prise d'otage ne devrait pourtant pas durer, à en croire l'ordre du jour du gouvernement wallon de ce jeudi, et les échos qui nous reviennent du cabinet Schyns (Enseignement). **Le gouvernement wallon tiendra en effet un conseil des ministres... électronique.** À l'agenda s'y trouve justement le projet des aides à l'emploi. Quant aux dossiers urgents «*enseignement*» (aide aux directions et renforcement du maternel), ils feront l'objet d'une proposition parlementaire. Cette initiative avait d'ailleurs déjà été décidée avant la crise politique, le cdH ayant voulu associer le Parlement aux travaux du Pacte d'excellence.

«Pas question de mettre deux trois rustines sur les mauvaises pratiques.»

ZAKIA KHATTABI  
COPRÉSIDENTE D'ECOLO